

Working Group III

Working document 28

Groupe de travail III « Personnalité juridique »

Objet : Note de Mme Marie Nagy, Membre suppléante de la Convention, concernant la nouvelle version du rapport (WD 10)

Monsieur le Président,

J'ai pris connaissance de votre projet de rapport (Working document 10) dont je vous remercie. Je peux me rallier pleinement à la conclusion soulignant la nécessité d'attribuer explicitement la personnalité juridique à l'Union, celle-ci se substituant aux personnalités existantes.

S'agissant des diverses propositions de modifications que vous faites au titre de conséquences à déduire de cette attribution explicite, je souhaiterais, comme je vous l'avais indiqué dans mon précédent mail, qu'il y soit ajouté un paragraphe précisant que :

« Ces modifications devront être revues et complétées en fonction des orientations que la Convention dégagera en matière de répartition des compétences, de structure en piliers, de procédures et attributions des institutions, et singulièrement en ce qui touche le fonctionnement de l'action extérieure ainsi que de l'espace de liberté, sécurité et justice. »

Un tel paragraphe ne préjuge pas des positions déjà défendues par de nombreux conventionnels parmi lesquels je me compte et qui prônent des modifications substantielles notamment aux titres V et VI ; si la Convention devait nous suivre, il faudrait apporter des changements plus importants que ceux que vous proposez à ce stade.

En revanche, je ne voudrais pas que notre rapport touchant marginalement au travail mené par ailleurs, n'accrédite l'idée que l'examen de certaines questions s'achève avec l'exercice en cours.

A titre d'exemple, les références dans votre projet de rapport au Titre VI pourraient, à défaut d'un paragraphe tel que je le suggère, être erronément comprises comme l'acceptation du maintien de procédures spécifiques au 3^e pilier. Or, je suis d'avis comme beaucoup de conventionnels que la coopération policière et judiciaire pénale devrait être communautarisée.

De la même manière, votre nouveau paragraphe 15 propose de fusionner dans une seule personne les responsabilités du Haut Représentant et celles du Commissaire responsable pour les relations extérieures. Le rapport ne précise cependant pas les modalités de cette fusion. Je ne pourrais, pour ma part, accepter une fusion de ces responsabilités entre les mains d'une personne qui dépendrait uniquement du Conseil. Les modalités de cette éventuelle fusion devraient dès lors être approfondies plus avant. Il me paraît que le groupe « Action extérieure de l'Union » est le mieux placé pour ce faire.

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir diffuser ces observations aux membres du Groupe de travail.

En vous remerciant de votre bienveillante attention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Marie NAGY